

ROYAUME DU MAROC

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES
PECHES MARITIMES**

**EXAMEN D'APTITUDE PROFESIONNELLE POUR L'ACCES AU GRADE DE
TECHNICIEN DE 2ème GRADE (ECHELLE 10)**

OPTION : PRODUCTION VEGETALE

SESSION DU 1^{er} JUILLET 2007

Epreuve Pratique : durée 3 heures – coefficient 3

Le document, ci-joint, donne un bref aperçu sur la superficie agricole utile (SAU) de notre pays :

1. Donner un titre à ce document ;
2. Faire un résumé de ce document en précisant les principales caractéristiques de cette SAU (une page) ;
3. Faire une analyse critique de ce document en proposant des améliorations éventuelles de son contenu.

La Superficie Agricole Utile (SAU), qui couvre 13% de la superficie du Royaume, a connu au cours des trois dernières décennies une extension importante en passant de 7,8 millions ha au début des années 70 à 8,7 millions ha actuellement, soit une augmentation de près de 0,9 million Ha (12%). Cette évolution a été accompagnée d'un effort soutenu de l'Etat pour le développement des superficies irriguées qui ont été multipliées cinq fois durant la même période, pour atteindre 1 million ha, soit 12% de la SAU.

Ainsi, la production de 88% de la SAU demeure étroitement liée aux conditions climatiques, en particulier la pluviométrie, et se trouve soumise aux aléas climatiques avec des intensités variables d'une région à l'autre.

La partie de la SAU bour, qualifiée techniquement de relativement favorable (plus 350 mm de précipitations en moyenne annuelle) et de faiblement vulnérable, n'occupe que 2,5 millions ha (33%). Le reste, soit 5,2 millions ha (67%), concerne les zones arides et semi-arides fréquemment affectées par des aléas climatiques, en particulier la sécheresse.

L'utilisation de l'espace agricole s'établit comme suit :

Principales espèces	Début des années 70 (1)		Situation actuelle (2)		Variation (2)/(1) (%)
	1000 Ha	%	1000 Ha	%	
Céréales	4100	52	5300	61	29
Légumineuses	520	7	340	4	(-)35
Arboriculture	550	7	970	11	76
Maraîchage	100	1	240	3	140
Cultures sucrières	60	1	83	1	38
Divers (jachère, fourrages, ...)	2470	32	1770	20	(-)28
Total	7800	100	8700	100	12

4. Assolement céréaliier

La céréaliculture a connu, durant la période prise en considération, une extension plus rapide que la SAU, en passant de 4,1 millions ha à 5,3 millions ha, soit une augmentation de 1,2 million ha (29%). C'est ainsi que la part des céréales dans la SAU a progressé de 53% à 61% entre les deux périodes. Cette augmentation, qui va à l'encontre de la diversification des productions agricoles et d'une utilisation rationnelle de l'espace agricole, a bénéficié essentiellement au blé tendre, dont la superficie a été multipliée par trois depuis 1985, suite au lancement de l'opération d'intensification de cette spéculatation sur un million d'hectares, et s'est opérée dans des zones qui lui sont peu favorables.

En effet, la politique suivie par l'Etat en faveur du blé tendre (recherche développée, encadrement rapproché, commercialisation assurée, ...) pour accompagner l'accroissement rapide de la consommation humaine, a entraîné le développement du blé tendre dans toutes les régions agricoles, y compris celles considérées techniquement défavorables (zones arides et semi-arides). Ce développement s'est effectué principalement au détriment de l'orge. Celle-ci s'est trouvée poussée vers des zones marginales et pastorales, alors qu'elle est la mieux adaptée aux zones arides et semi-arides, où prédomine le système d'élevage, ce qui a accentué la dégradation des terrains de parcours.

Il convient de souligner également que la céréaliculture occupe une place importante en irrigué et la sole qui lui est réservée dépasse, en général, celle prévue dans les assolements recommandés. Au niveau des grands périmètres irrigués, la part des céréales se situe aux environs 38 % contre 17% prévu.

Quant aux légumineuses alimentaires, et en l'absence de tout soutien au secteur, ces cultures ont connu une régression notable aussi bien en terme de superficie que de rendement, poussant notre pays à devenir, à partir de 1992, un importateur de légumineuses alimentaires pour satisfaire les besoins de consommation interne.

2. Irrigué

L'accent a été mis essentiellement, depuis le début des années soixante, sur le développement des cultures sucrières permettant d'assurer une sécurité alimentaire satisfaisante en sucre, ainsi que le développement de cultures à forte valeur ajoutée (arboriculture fruitière, maraîchage, fourrages, ...), en particulier celles destinées à l'exportation.

Concernant le secteur sucrier, l'Etat a mis en œuvre une politique volontariste visant à étendre la superficie des cultures sucrières. Ainsi, la betterave à sucre, qui a été introduite en 1962, occupe actuellement environ 64.000 ha, alors que la canne à sucre, qui a été introduite en 1975, couvre une superficie de 21.000 ha. Cette évolution a permis d'assurer une production permettant de couvrir plus de la moitié des besoins de consommation et ce, malgré l'accroissement de la consommation qui est passée de 400.000 T au début des années 70 à plus de 900.000 T actuellement.

Les superficies des **cultures maraîchères**, fortes génératrices d'emploi, ont été multipliées par deux fois et demi pour se situer aux environs de 240.000 ha actuellement et couvrir ainsi près de 3% de la SAU.

En effet, malgré leur part relativement réduite dans la SAU, ces cultures procurent environ 12% de l'emploi agricole.

L'extension des superficies des cultures maraîchères a concerné essentiellement les cultures de saison destinées au marché intérieur en raison de l'augmentation de la demande liée à l'accroissement de la population et à l'urbanisation.

Pour les **cultures des primeurs**, orientées principalement vers l'exportation, les efforts ont été axés sur la modernisation des techniques de production en vue de leur adaptation aux exigences évolutives des marchés extérieurs.

S'agissant de **l'arboriculture fruitière**, elle même fortement génératrice d'emploi (13% de l'emploi agricole), en plus du rôle qu'elle joue en matière de développement des zones de montagne et marginales et de préservation de l'environnement, la superficie a été multipliée deux fois environ et se situe actuellement aux environs de 970.000 Ha (11% de la SAU) dont près de la moitié en irrigué (irrigation pérenne ou par des eaux de crues).

Deux espèces peuvent être distinguées : l'olivier et le pommier.

Favorisées par des aides octroyées par l'Etat, notamment en matière de distribution de plants, la superficie de **l'olivier** a été multipliée par quatre pour atteindre 540.000 ha actuellement, dont 40% en irrigué. Cette extension concerne l'ensemble des provinces dénotant de la capacité d'adaptation de cette espèce à tous les étages bioclimatiques, allant des zones de montagne aux zones

arides et sahariennes. C'est une espèce dont l'extension constitue un atout important dans la stratégie de lutte structurelle contre les effets de la sécheresse.

Pour le **pommier**, la superficie est passée de 8.000 ha environ à plus de 30.000 ha actuellement. Cette extension s'explique par l'élargissement de l'aire de sa culture, favorisée par l'introduction de nouvelles variétés adaptées aux zones des plaines, et l'augmentation de la demande intérieure. Par contre, il est constaté une régression pour certaines rosacées à noyau tel que l'abricotier, sous l'effet d'attaques parasitaires, de vieillissement des plantations et de fermeture de certains débouchés, notamment à l'exportation.